

HOPITAL SAN SALVADOUR

Pour nous contacter :
4312, route de l'Almanarre
BP 30080 - 83407 HYERES CEDEX

Standard : 04 94 38 08 00
Télécopie : 04 94 38 09 49

Responsable administratif :
Audrey BOUTIGNY
04.94.38.08.36

**CAHIER DES CLAUSES
ADMINISTRATIVES
PARTICULIERES**

Consultation N° 084_DMA_2503

Procédure :

Marché à procédure adaptée au sens de l'article R.2123-1 du Code de la Commande Publique

Objet :

Maintenance préventive et corrective des portes, portails et barrières automatiques

Marché conclu à compter de sa date de notification pour une durée d'un (1) an à partir du 1^{er} janvier 2026, il pourra être reconduit une (1) fois sans que la durée globale ne puisse excéder deux (2) ans. Eventuellement résiliable sans indemnités à la seule initiative de l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris, un (1) mois avant la date effective de résiliation.

Ce document comprend 12 pages, il est associé au cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

AP-HP	Consultation n° 084_DMA_2503	Hôpital San Salvador
CCAP	Maintenance préventive et corrective des portes, portails et barrières automatiques	1 / 12

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : DISPOSITIONS GENERALES	3
1.1 : Objet	3
1.2 : Durée	3
1.3 : Lieu d'exécution des prestations	3
ARTICLE 2 : DISPOSITIONS FINANCIERES	3
2.1 : Forme des prix	3
2.2 : Prix définitif	4
ARTICLE 3 : ORGANISATION DE L'ACHAT	5
3.1 : Forme du marché	5
3.2 : Allotissement.....	5
ARTICLE 4 : DOCUMENTS CONTRACTUELS	5
ARTICLE 5 : COMMANDE - ADMISSION	5
5.1 : Commandes	5
5.2 : Admission	6
ARTICLE 6 : CONTROLE - SUIVI DU MARCHE.....	6
6.1 : Contrôle	6
6.2 : Suivi du marché.....	7
6.3 : Garantie	7
ARTICLE 7 : MODIFICATION DU MARCHE PUBLIC	7
7.1 : Clause de réexamen	7
7.2 : Changement de dénomination sociale du Titulaire	7
7.3 : Changement de personnalité morale du Titulaire en cours d'exécution.....	8
ARTICLE 8 : OBLIGATIONS DU PRESTATAIRE	8
8.1 : Certificats.....	8
8.2 : Secret professionnel et confidentialité.....	8
8.3 : Accès aux établissements – Identification.....	9
8.4 : Grèves.....	9
ARTICLE 9 : FACTURATION – PAIEMENT	9
9.1 : Facturation	9
9.2 : Paiement.....	10
ARTICLE 10 : ASSURANCES	10
ARTICLE 11 : NANTISSEMENT	10
ARTICLE 12 : RETENUE DE GARANTIE	11
ARTICLE 13 : PENALITES - RESILIATION.....	11
13.1 : Pénalités	11
13.2 : Résiliation	11
ARTICLE 14 : LITIGES	11
ARTICLE 15 : DEROGATIONS.....	12

ARTICLE 1 : DISPOSITIONS GENERALES

1.1 : Objet

Le marché a pour objet la Maintenance préventive et corrective des portes, portails et barrières automatiques, nécessaire aux besoins de l'Hôpital San Salvador de l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris.

Le détail technique des prestations attendues est précisé dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

1.2 : Durée

Le marché est conclu pour la période allant du 1^{er} janvier 2026 jusqu'au 31 décembre 2026.

Il sera reconductible de façon tacite une (1) fois, pour une durée de douze (12) mois par période de reconduction.

La décision de non-reconduction établie par demande expresse de l'APHP ou du Titulaire, doit intervenir au moins trois (3) mois avant le terme de la période d'exécution en cours. La non-reconduction n'ouvre droit à aucune indemnité pour le Titulaire.

La durée totale du marché, période de reconductions comprises, ne pourra pas excéder deux (2) ans à compter de sa date de notification.

Si l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris décide de procéder à la résiliation du marché, elle le notifiera au Titulaire par lettre du Directeur de l'Hôpital San Salvador en recommandé avec accusé de réception au plus tard un (1) mois avant la date effective de résiliation.

1.3 : Lieu d'exécution des prestations

Les prestations objet du marché sont exécutées par le(s) Titulaire(s) à l'Hôpital San Salvador - 4312 route de l'Almanarre - 83407 HYERES Cedex de l'Assistance publique - Hôpitaux de Paris.

Le détail des prestations, objet du marché, est précisé dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

ARTICLE 2 : DISPOSITIONS FINANCIERES

2.1 : Forme des prix

Le marché est à prix mixtes, c'est-à-dire à prix unitaires et forfaitaires répartis comme suit selon les différentes prestations :

Sont à prix unitaires (maintenance correctives et/ou curatives) :

- La fourniture des matériels en remplacement des matériels défectueux, non comprise dans le forfait ;
- des prestations de réparation et de remplacement d'éléments consécutifs à des dégradations, casses ou des modifications de l'installation hors forfait ;
- des prestations spécifiques détaillées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP);
- l'astreinte d'urgence.

Sont à prix forfaitaires (maintenance préventive) :

- la maintenance préventive
- le remplacement contractuel lié à l'entretien.

Sont également compris dans le prix forfaitaire (maintenance préventive) du marché :

- les déplacements, la main-d'œuvre et le remplacement des pièces défectueuses se rapportant à la maintenance préventive ;
- la location des équipements (levage, plate-forme, échafaudage, nacelle) nécessaires aux prestations.

AP-HP	Consultation n° 084_DMA_2503	Hôpital San Salvador
CCAP	Maintenance préventive et corrective des portes, portails et barrières automatiques	3 / 12

S'agissant des prestations à bons de commande, les minimum et maximum sont déterminés en montants, comme indiqué à l'acte d'engagement.

2.2 : Prix définitif

PRIX FERMES

Les prix sont fermes et non révisable pour la 1^{ère} période contractuelle soit du 1^{er} janvier 2026 au 31 décembre 2026.

PRIX REVISABLES

Pour chacune des périodes contractuelles suivantes, les prix du marché sont mis à jour par application des formules de variation ci-après : les nouveaux prix ainsi calculés restent inchangés pendant la durée de la nouvelle période contractuelle de 12 mois.

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date de remise des offres indiquée sur l'acte d'engagement. Ce mois est appelé « mois zéro » (Mo).

Les prix sont révisés par application de la formule de révision suivante :

$$P = Po (0,125 + 0,75 \times (ICHT\ IME / ICHT\ IMEo) + 0,125 \times (FSD2 / FSD2o))$$

P = Prix révisé

Po = Prix de base du marché

ICHT IME et FSD2 = valeur des indices à la date de début d'exécution des prestations moins 3 mois

ICHT IMEo et FSD2o = valeur des mêmes indices à la date d'établissement des prix (Mo)

La révision est réglée par les dispositions suivantes :

Indice(s) utilisé(s) :

FSD2 = Frais et Services Divers – modèle n°2

(72 % de l'indice EBIQ, 20 % de l'indice TCH, 8 % de l'indice ICC)

ICHT IME = Indice mensuel Coût Horaire du Travail - Industries Mécaniques et Electriques

La lecture des indices se fait sur le site internet www.indices.index.fr

En cas de suppression d'indice, le nouvel indice s'appliquera automatiquement ou de fait sans qu'un acte de modification de marché ne soit nécessaire.

Modalités :

La révision peut intervenir à la demande de l'Assistance publique – Hôpitaux de Paris ou du Titulaire.

Le coefficient de révision arrondi au millième supérieur sera arrêté à la troisième décimale.

La TVA applicable est celle en vigueur au moment de l'admission des prestations.

- Révision de prix à la demande l'AP-HP :

Une demande sera formulée par lettre recommandée avec accusé de réception, 60 jours avant l'application des nouveaux prix telle que décrite supra.

- Révision de prix à la demande du Titulaire :

La demande doit être formulée 60 jours avant l'application des nouveaux prix, soit par courriel (audrey.boutigny@aphp.fr), soit par lettre recommandée avec accusé de réception (à peine de forclusion). La demande du Titulaire doit être adressée à la Direction des Services Techniques – Département administratif de l'Hôpital San Salvador – A l'attention de Mme Audrey BOUTIGNY.

AP-HP	Consultation n° 084_DMA_2503	Hôpital San Salvador
CCAP	Maintenance préventive et corrective des portes, portails et barrières automatiques	4 / 12

En cas de désaccord, la partie concernée doit le formuler, par courrier en recommandé, 30 jours avant la date d'effet de la révision des prix, accompagné des éléments justificatifs, uniquement conformes aux modalités et calculs énoncés dans le présent article.

Sans l'opposition de l'une des deux parties, les nouveaux prix seront appliqués.

Clause de sauvegarde :

Si l'augmentation des prix résultant de la révision est supérieur à 3%, l'Hôpital San Salvador se réserve la possibilité de résilier le marché sans que le Titulaire ne puisse prétendre à aucune indemnité.

ARTICLE 3 : ORGANISATION DE L'ACHAT

3.1 : Forme du marché

ACCORD CADRE :

Le présent marché est conclu sous la forme d'un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande au sens de l'article R. 2162-2 du Code de la commande publique.

Conformément à l'article R. 2162-4 du Code de la commande publique, l'accord cadre est conclu :

- montant minimum sur toute la durée du marché : sans
- montant maximum sur toute la durée du marché : 60 000 € HT

Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de recours ultérieur à la procédure négociée pour la réalisation de prestations ou de travaux complémentaires exécutées par le titulaire initial et /ou similaires au sens de l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique.

3.2 : Allotissement

LOT UNIQUE

La dévolution en lots séparés est de nature à restreindre la concurrence ou risque de rendre techniquement difficile ou financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations,

Les prestations sont réparties en un lot unique, le marché n'est donc pas alloti conformément à l'article L 2113-11 du Code de la Commande Publique.

Lot unique intitulé : Maintenance préventive et corrective des portes, portails et barrières automatiques

ARTICLE 4 : DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le marché est régi par les documents mentionnés ci-après, qui, en cas de dispositions contradictoires, prévalent dans l'ordre décroissant suivant :

- L'acte d'engagement (AE) dans la version résultant des dernières modifications éventuelles et ses annexes financières et techniques ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses éventuelles annexes ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses éventuelles annexes ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de Fournitures Courantes et de Services (CCAG FCS), en vigueur à la date de la publication de l'avis de mise en concurrence ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance ;
- L'attestation de visite

ARTICLE 5 : COMMANDE - ADMISSION

5.1 : Commandes

Elles seront établies par l'Hôpital San Salvador de l'AP-HP après réception et validation d'un devis et transmises au Titulaire, soit par courrier, soit par télécopie, soit par voie électronique. Elles comporteront obligatoirement

AP-HP	Consultation n° 084_DMA_2503	Hôpital San Salvador
CCAP	Maintenance préventive et corrective des portes, portails et barrières automatiques	5 / 12

un n° de bon de commande (référence à 10 chiffres commençant par 45) et un Code service à rappeler sur la facture (084), ainsi que l'objet détaillé de la commande.

Sur la demande de l'hôpital, lors d'une maintenance corrective, donc non prévue au marché, le dépannage devra être chiffré et accepté par le directeur des travaux de l'hôpital. Ainsi, les fournitures ou prestations seront valorisées à prix débattus avec le maître d'ouvrage.

Elles seront échelonnées et émises au fur et à mesure des besoins pour la partie unitaire, pour la partie forfaitaire un bon de commande annuel sera établi en début d'année.

Validité des bons de commande : la durée de validité des bons de commandes ne pourra excéder la durée de validité du marché.

Les émissions de bons de commande pourront intervenir dès le premier jour d'exécution du marché afin de permettre une intervention à la date de début de marché : 1^{er} janvier 2026.

Si le Titulaire du marché est situé dans un autre Etat membre de l'UE, tout bon de commande adressé au Titulaire du marché par les établissements de l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris sera établi pour un montant hors taxe. Le bon de commande devra faire figurer le numéro individuel d'identification pour les opérations intra-communautaires de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris : FR95267500452.

Les bons de commande seront transmis, en cas de désignation d'un mandataire du groupement, à ce dernier.

5.2 : Admission

Le Titulaire est tenu de se prêter aux contrôles nécessaires à la vérification de l'exécution correcte de ses prestations. L'admission sera prononcée après la transmission d'un rapport d'intervention, par le Directeur des Travaux et des Services Techniques et ou son représentant habilité. Il s'agit d'une constatation du service fait.

Pour la partie forfaitaire, le règlement des prestations seront effectués à terme échu. Le montant de chaque facture semestrielle sera la moitié du montant forfaitaire annuel.

Pour la partie à bons de commande, les prestations seront rémunérées pour chaque bon de commande en une seule fois, après exécution et admission sans réserve des prestations dont la réalisation était commandée.

ARTICLE 6 : CONTROLE - SUIVI DU MARCHE

6.1 : Contrôle

L'établissement se réserve le droit de contrôler à tout moment, par un de ses représentants ou une personne dûment mandatée, la bonne exécution des prestations du Titulaire.

Pour toute visite, le Titulaire doit fournir une feuille d'attachement sur laquelle seront consignés :

- les heures d'arrivée et de départ des technicien(s) avec mention des noms et qualités ;
- le relevé des opérations exécutées ;
- le nom et la présence du représentant du client qui devra viser cette feuille pour attester le travail exécuté.

Les interventions d'entretien programmées seront suivies de la transmission d'un rapport d'intervention sur lequel seront consignés :

- les prestations exécutées ;
- l'indication des anomalies constatées ;
- l'indication des travaux non urgents indispensables et des améliorations à apporter ;
- le chiffrage des travaux non urgents indispensables.

AP-HP	Consultation n° 084_DMA_2503	Hôpital San Salvador
CCAP	Maintenance préventive et corrective des portes, portails et barrières automatiques	6 / 12

6.2 : Suivi du marché

Toute non-conformité observée dans la prestation donnera lieu à l'émission d'une fiche ou lettre de non-conformité éditée par l'Hôpital San Salvador et communiquée au Titulaire.

La fiche comprend une partie réservée au Titulaire. Celui-ci est tenu, pendant toute la durée du marché, d'y répondre sous quinzaine (15), en précisant les mesures correctives qu'il aura prises afin que la non-conformité ne se renouvelle plus. La réponse doit être adressée à l'Hôpital San Salvador, Direction des Services Techniques – Département administratif de l'Hôpital San Salvador – A l'attention de Mme Audrey BOUTIGNY.

Au regard du dysfonctionnement lié à la non-conformité observée, de non-réponse aux fiches ou de non amélioration de la prestation, une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet, conformément aux articles 29 et 30 du CCAG FCS, sera prononcée une mise en demeure assortie d'un délai d'exécution envoyée au Titulaire. Après une seconde mise en demeure, le marché pourra être résilié aux torts du Titulaire, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnités.

6.3 : Garantie

Les fournitures seront garanties contre les vices cachés selon les dispositions des articles 1641 à 1649 du Code Civil.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DU MARCHÉ PUBLIC

7.1 : Clause de réexamen

En application du 1° de l'article L2194-1 du Code de la commande publique, le Représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de modifier le présent CCAP dans les cas suivants :

- En cas d'évolution technique ou réglementaire nécessitant l'adjonction de nouvelles références au marché,
- En cas d'évolution du périmètre d'exécution du marché par adjonction de groupes hospitaliers ou d'établissements non bénéficiaires initialement,
- En cas d'évolution importante du coût des matières premières ayant des conséquences importantes sur l'équilibre financier du marché.

La mise en œuvre de cette clause de réexamen pourra être initiée à l'initiative du RPA ou sur demande justifiée du Titulaire du marché par voie d'avenant éventuellement. La demande devra parvenir au RPA par LRAR.

7.2 : Changement de dénomination sociale du Titulaire

En cas de changement lié au statut du Titulaire, celui-ci doit adresser à l'Hôpital San Salvador dans les plus brefs délais, une lettre recommandée avec accusé de réception en communiquant un extrait du Kbis mentionnant ce changement à l'adresse suivante :

Hôpital San Salvador
Direction des Travaux et de la Maintenance
Département administratif
Mme Audrey BOUTIGNY
4312 route de l'Almanarre
83407 HYERES Cedex

Les changements concernés par la présente clause sont les suivants :

- Changement de dénomination sociale sans création d'une personne morale nouvelle, ni transfert du marché à une autre personne morale.
- Changement de statut juridique

AP-HP	Consultation n° 084_DMA_2503	Hôpital San Salvador
CCAP	Maintenance préventive et corrective des portes, portails et barrières automatiques	7 / 12

- Changement de références bancaires
- Changement d'adresse

Un certificat administratif est alors établi par l'Hôpital San Salvador.

7.3 : Changement de personnalité morale du Titulaire en cours d'exécution

En cas de changement de personnalité morale du Titulaire, et avant tout transfert, celui-ci doit en avertir le représentant du pouvoir adjudicateur, via courrier recommandé dans les plus brefs délais.

Le représentant du pouvoir adjudicateur vérifie que le futur Titulaire dispose des capacités techniques, professionnelles et financières nécessaires à l'exécution des prestations et, le cas échéant s'il est en règle avec ses obligations fiscales et sociales. Pour ce faire, le Titulaire doit, au regard des articles R2143-6 à R 2143-10 du Code de la commande publique, produire l'ensemble des pièces justificatives de ces capacités.

Dans le cas où le cessionnaire présente les capacités suffisantes, un avenant de transfert établi par le RPA est alors adressé au Titulaire. Dans le cas contraire, l'APHP peut prononcer la résiliation du marché sans que le Titulaire ne puisse prétendre à aucune indemnité.

ARTICLE 8 : OBLIGATIONS DU PRESTATAIRE

8.1 : Certificats

Le Titulaire est tenu de transmettre à compter de la date d'attribution du marché, de les actualiser tous les six mois, selon la date de validité des documents, et sans que l'AP-HP n'en fasse la demande expresse, les pièces prévues aux articles D8222-5 et D8222-7 du Code du travail, et ce jusqu'à la fin de l'exécution du marché. En cas de non présentation de ces documents dans les délais impartis, une mise en demeure est envoyée au Titulaire. Le Titulaire est tenu de présenter les documents dans un délai de 15 jours à compter de la mise en demeure.

8.2 : Secret professionnel et confidentialité

Le Titulaire est tenu contractuellement au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) auxquelles il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent marché.

Le Titulaire s'engage à restituer sans délai à l'issue du présent marché, quelle qu'en soit la cause, l'ensemble des documents, éléments et outils que lui aurait confié le représentant du pouvoir adjudicateur.

Le Titulaire, reconnaissant par avance que toute divulgation léserait gravement les intérêts de l'AP-HP, s'engage à ce que les informations, documents et savoir-faire, transmis, ne puissent être utilisés, ni publiés, ni communiqués, par quelque moyen, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, sans l'accord préalable et écrit du RPA. La méconnaissance de cette prescription obligerait le Titulaire à en couvrir les entières conséquences.

À ce titre, le Titulaire s'engage :

- À ne rendre publique aucune information de l'AP-HP, sans l'accord de l'AP-HP, quelle que soit la source ou l'origine de cette information ;
- À n'utiliser les informations et documents délivrées par l'APHP qu'à sa demande exclusive et pour la finalité définie dans le présent marché ;
- À ne pas divulguer à des tiers, à titre gratuit ou onéreux, et sous quelque forme que ce soit, les informations et documents communiqués par l'APHP à l'occasion de l'exécution du présent marché ;
- À prendre toutes les mesures pour que lesdites données ne puissent être accessibles à d'autres personnes que les personnels attachés à leur traitement et à leur analyse. Ces derniers seront sensibilisés au caractère stratégique des informations et documents confiés et liés au Titulaire par un engagement de confidentialité ;

AP-HP	Consultation n° 084_DMA_2503	Hôpital San Salvador
CCAP	Maintenance préventive et corrective des portes, portails et barrières automatiques	8 / 12

Le Titulaire sera tenu de conserver un caractère confidentiel à toute idée, tout concept, tout savoir-faire, ou toute technique, relatifs à l'activité de l'AP-HP, qui lui seront communiqués d'une manière directe ou indirecte. Le Titulaire assurera donc la protection de toute information et tout document qui lui auront été confiés, avec autant de soins que s'il s'agissait de données confidentielles relatives à ses propres affaires.

Le Titulaire sera responsable vis-à-vis de l'APHP de la perte de documents remis sous quelque forme que ce soit, ou de la divulgation volontaire ou involontaire d'informations communiquées. Le Titulaire s'engage, à ce titre, à aviser sans délai l'AP-HP de toute disparition, ainsi que de tout incident pouvant révéler un risque de violation des présentes obligations.

Le Titulaire doit procéder à la destruction ou à la restitution de tous les fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, à l'échéance du présent marché, ou préalablement sur ordre de l'AP-HP.

Le Titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par ses personnels, préposés, mais également à tout opérateur économique intervenant pour le compte ou en partenariat avec le Titulaire (cotraitants et sous-traitants notamment).

L'AP-HP se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait nécessaire pour constater le respect des obligations précitées par le Titulaire. En cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du Titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-5 et 226-17 du code pénal.

L'AP-HP pourra prononcer la résiliation immédiate du marché, sans indemnité en faveur du Titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées

8.3 : Accès aux établissements – Identification

Les personnels du Titulaire ou ses préposés et sous-traitants ont accès aux locaux des établissements de l'AP-HP sous réserve du respect des consignes d'hygiène et de sécurité, et du règlement intérieur en vigueur.

Ils doivent être identifiés par tout moyen à disposition du Titulaire, et pouvoir justifier de leur appartenance à l'entreprise Titulaire du marché, ou être mandatés par elle.

8.4 : Grèves

En cas d'arrêt de travail imputable au Titulaire, ce dernier devra assurer les prestations considérées comme indispensables au bon fonctionnement de l'Hôpital en accord avec la personne publique.

En cas d'impossibilité pour le Titulaire du marché d'exécuter intégralement les prestations dues au titre du contrat dès le premier jour de grève, **l'AP-HP y pourvoira par tous les moyens qu'elle jugera utiles aux frais, risques et périls du Titulaire afin d'assurer elle-même le service minimum.**

Les mesures, qui seront prises dans ce cas, seront limitées à la durée de l'absence d'organisation de service minimum, validée par l'AP-HP.

Les sommes dues à ce titre seront recouvrées par l'Administration par tous moyens de droit sauf lorsque leur montant pourra être retenu sur les factures mensuelles restant dues.

ARTICLE 9 : FACTURATION – PAIEMENT

9.1 : Facturation

Les factures ne doivent comporter aucune condition générale de vente.

Conformément à l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le Titulaire du marché adressera ses factures sous format dématérialisé par l'intermédiaire de la solution Chorus Pro, à l'adresse <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Les factures électroniques seront transmises sur ce portail en utilisant le mode EDI, ou en déposant des fichiers PDF (signés ou non signés).

AP-HP	Consultation n° 084_DMA_2503	Hôpital San Salvador
CCAP	Maintenance préventive et corrective des portes, portails et barrières automatiques	9 / 12

Les factures doivent indiquer :

- La mention « Facture »
- Le numéro d'ordre de la facture et la date d'émission ;
- Nom et adresse du créancier ;
- Les coordonnées complètes de son compte bancaire telles que précisées sur l'acte d'engagement ;
- Les n° de SIRET ou SIREN et du registre du commerce ;
- Le Code APE ;
- La désignation de la prestation ;
- La date de réalisation de la prestation ;
- La période relative à la facturation (1^{er} trimestre, 1^{er} semestre, visite annuelle...)
- Le montant hors taxes de la prestation exécutée avec remise (si remise proposée) ;
- Détail du montant révisé (si révision)
- Le taux et le montant de la T.V.A ;
- Le montant total T.T.C. ;
- Le n° du bon de commande (référence à 10 chiffres commençant par 45);
- Le n° de SIRET de l'AP-HP : 267 500 452 01928 ;
- Le Code service de l'établissement ayant passé commande (084) ;
- Le numéro de marché.

L'absence d'une des mentions listées ci-dessus entraînera un rejet de la facture.

Les prix ne devront pas comporter plus de deux décimales en EURO.

Les factures transmises par un autre moyen que CHORUS PRO sont réputées non parvenues.

Les fournitures ou prestations hors marché devront faire l'objet d'une facturation différente.

9.2 : Paiement

Le paiement s'effectue selon les règles de la comptabilité publique, dans les conditions prévues au chapitre 2 « prix et règlement » du cahier des clauses administratives générales-FCS.

En application de l'article R. 2192-11 du Code de la commande publique, le délai maximum de paiement est de 50 jours à compter de la présentation de la demande de paiement.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du Titulaire ou du sous-traitant payé directement, conformément à la réglementation en vigueur notamment aux dispositions des articles R. 2192-31 à R. 2192-36 du Code de la commande publique.

Ce délai est néanmoins suspendu en cas de rejet de la demande de paiement par le pouvoir adjudicateur à des fins de correction jusqu'à la remise d'une nouvelle facture en bonne et due forme.

ARTICLE 10 : ASSURANCES

Le Titulaire doit justifier d'une assurance contractée auprès d'une compagnie agréée, garantissant sa responsabilité civile :

- Pour pertes et dommages causés aux biens par des personnes dont l'assuré est civilement responsable, en vertu de l'article 1242 du Code Civil, quelles que soient la nature et la gravité des fautes de ces personnes ;
- Pour pertes et dommages causés aux tiers du fait d'accidents ou d'incendies par ses matériels d'industrie, de commerce ou d'exploitation ;
- Pour vol et détérioration du matériel de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris dont il effectuera le remplacement sur la base de la valeur à neuf desdits matériels.

ARTICLE 11 : NANTISSEMENT

Le marché peut faire l'objet d'un nantissement prévu à l'article L2191-8 du Code de la commande publique.

AP-HP	Consultation n° 084_DMA_2503	Hôpital San Salvador
CCAP	Maintenance préventive et corrective des portes, portails et barrières automatiques	10 / 12

ARTICLE 12 : RETENUE DE GARANTIE

Le ou les fournisseurs sont dispensés du versement de la retenue de garantie.

ARTICLE 13 : PENALITES - RESILIATION

13.1 : Pénalités

L'article 13.1 du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) déroge à l'article 14.1.3 du CCAG FCS relatif à « l'exonération des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000€ ».

Les pénalités de retard seront appliquées au Titulaire en cas de non-respect des délais prévus au CCTP sur la base de :

- **250 euros HT** par jour de retard dans l'exécution d'une visite d'entretien ;
- **250 euros HT** par heure de retard pour les interventions de dépannage ;
- **150 euros HT** par semaine complète de retard dans la fourniture de tout document (devis, planning, rapport, compte-rendu, etc.).

Tout manquement prolongé sera notifié par le Directeur des Travaux, par lettre recommandée avec accusé de réception au Titulaire, lequel devra prendre toutes les dispositions pour y remédier dans un délai de quarante-huit (48) heures.

Au-delà de ce délai, le Directeur des Travaux se réserve le droit de confier les prestations non exécutées aux frais et risque du Titulaire. Dans ce cas, le Titulaire ne pourra percevoir que le montant des prestations réalisées, diminué du surcroît de dépenses qui résulterait des prestations réalisées en lieu et place par une autre entreprise choisie par le Directeur des Travaux.

13.2 : Résiliation

L'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris peut, si le prestataire ne remplit pas les obligations que lui impose le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières ou le Cahier des Clauses Administratives Générales (FCS), ou s'il les remplit de façon inexacte ou incomplète, prononcer la résiliation du marché après **deux (2) mises en demeure ou une (1) seule mise en demeure en cas de manquement particulièrement important** dans les conditions prévues à l'article 41 CCAG / FCS (Chapitre VII). L'Hôpital San Salvador se réserve le droit d'appliquer ces dernières. Le Titulaire est tenu de présenter ses observations dans un délai de quinze (15) jours.

Sans réponse satisfaisante du Titulaire à la mise en demeure, l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris peut alors passer un marché de substitution avec d'autres fournisseurs, aux frais et risques du fournisseur déchu, après notification à ce dernier, et ce conformément aux dispositions du chapitre VII du Cahier des Clauses Administratives Générales / FCS en vigueur à la date de publication de l'avis de mise en concurrence.

Le marché sera résilié sans indemnité aux torts du Titulaire en cas d'inexactitude des renseignements prévus aux articles R2143-5 à R2143-12 du Code de la commande publique, et ce sans mise en demeure préalable.

ARTICLE 14 : LITIGES

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris et le Titulaire du marché ne peuvent être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée des prestations à effectuer.

Les parties conviennent que le Tribunal Administratif de Toulon est seul compétent en cas de litige, conformément à l'article R312-11 du Code de Justice Administrative.

AP-HP	Consultation n° 084_DMA_2503	Hôpital San Salvador
CCAP	Maintenance préventive et corrective des portes, portails et barrières automatiques	11 / 12

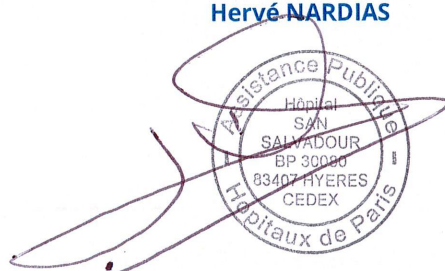
ARTICLE 15 : DEROGATIONS

Toutes les dispositions du présent CCAP dérogeant au CCAG - FCS sont applicables au marché sans nécessité d'être mentionnées au présent article.

A Hyères, le 08 octobre 2025,

« Lu et approuvé »
L'Entreprise

Directeur de l'Hôpital San Salvador
Pouvoir Adjudicateur
Hervé NARDIAS



AP-HP	Consultation n° 084_DMA_2503	Hôpital San Salvador
CCAP	Maintenance préventive et corrective des portes, portails et barrières automatiques	12 / 12